

RETRAITES : très forte mobilisation contre un projet de loi inacceptable

La journée de mobilisation interprofessionnelle du 24 juin appelée par la CGT, la CFDT, la CFTC, la FSU, l'UNSA et Solidaires a connu une très forte mobilisation.

Le nombre d'arrêts de travail dans le secteur privé, les chiffres de grèves dans le secteur public, le nombre de manifestant-es (deux millions) dans tout le pays : tout indique qu'un saut qualitatif important a été franchi dans la construction du rapport de forces. Le gouvernement misait sur l'approche de la période estivale pour afficher le soutien de la population à son projet, il en est pour ses frais !

Les manifestant-es ont exprimé leur refus de l'injustice que constitue ce projet de loi. Le gouvernement a pendant des mois martelé dans sa propagande que ce serait une réforme juste, faite au nom de l'équité : depuis la publication du projet de loi le 20 juin dernier, chacun et chacune a pu mesurer que cette réforme était profondément injuste et qu'elle pénaliserait les salariés les plus défavorisés, les moins bien payés, les plus précarisés, en particulier les femmes et les jeunes générations. Cette réforme est faite sur mesure pour « rassurer les marchés » financiers ; elle s'inscrit dans le plan d'austérité que le gouvernement veut nous faire avaler : report de l'âge légal de la retraite, allongement du nombre d'annuités, baisse du niveau des pensions, blocage des salaires des fonctionnaires, nouvelles annonces de suppressions massives d'emplois dans la fonction publique... Pendant ce temps, une minorité de privilégiés, les actionnaires et les grands patrons, s'enrichissent toujours plus.

Oui, il est possible de financer notre système de retraite par répartition, de maintenir les 60 ans et les régimes spéciaux, de revenir sur les réformes de 1993, 2003 et 2007 : pour cela, il faut une autre répartition des richesses !

Pour l'Union syndicale Solidaires, la pression sur le gouvernement doit se développer pour lui imposer le retrait de ce projet de régression sociale.

Pendant l'été, les initiatives doivent se poursuivre dans tout le pays, en particulier autour du 13 juillet, lors de la présentation en conseil des ministres du projet de loi. Le succès d'aujourd'hui doit permettre de nouveaux rendez-vous de grève interprofessionnelle pour la rentrée.

Pour imposer le retrait de ce projet, il faut préparer un mouvement d'ensemble, une grève générale : c'est le rapport de forces qui obligera le gouvernement à céder. Pour l'Union syndicale Solidaires, c'est lors du démarrage du débat parlementaire en septembre que nous devons construire une mobilisation encore plus forte. Dans ce sens, l'Union syndicale Solidaires proposera lors de la prochaine intersyndicale qu'une date de mobilisation interprofessionnelle le plus tôt possible en septembre soit d'ores et déjà fixée.